



37 fédérations et associations nationales
Des collectifs inter-associatifs locaux
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Paris, le 16 octobre 2026

Communiqué de presse

Remettre la solidarité au cœur de notre pacte social

À la veille de la Journée mondiale du refus de la misère, le Collectif ALERTE appelle le gouvernement et les parlementaires à renoncer, dans les budgets 2027, aux économies qui aggraveraient la pauvreté et fragiliseraient les associations de solidarité. Il engage parallèlement la construction de cinq promesses républicaines qu'il soumettra aux candidates et candidats à l'élection présidentielle.

En France métropolitaine, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 15,4 % de la population résidant en logement ordinaire. Plus d'un enfant sur cinq est concerné. Derrière ces chiffres, des personnes rencontrant des difficultés croissantes pour se loger, se nourrir, accéder à leurs droits et être accompagnées. Au moment où les besoins augmentent, les acteurs associatifs de la solidarité sont eux-mêmes fragilisés par l'instabilité de leurs financements.

PLF et PLFSS 2027 : refuser les choix budgétaires qui aggravent la pauvreté

Les projets de budgets pour 2027 comportent plusieurs mesures auxquelles ALERTE s'oppose fermement : le gel ou la réduction de prestations essentielles, les restrictions d'accès aux aides au logement et aux prestations familiales pour certaines personnes étrangères, ainsi que les diminutions de moyens destinés à l'insertion et à l'accompagnement. Ces choix risquent d'aggraver la précarité de ménages qui disposent déjà de très faibles marges de manœuvre.

ALERTE demande en priorité :

- Le maintien de la revalorisation des aides personnelles au logement, de la prime d'activité et des prestations familiales, ainsi que l'abandon des économies envisagées sur l'allocation de rentrée scolaire ;
- La suppression du délai de carence d'un an envisagé pour l'accès de certains ressortissants étrangers en situation régulière aux aides au logement et aux prestations familiales ;
- Le rétablissement des moyens de l'insertion par l'activité économique et de l'accompagnement vers l'emploi, ainsi que la pérennisation de Territoires zéro chômeur de longue durée ;
- Des financements suffisants et durables pour l'hébergement, le logement, l'accès aux droits, la protection de l'enfance et les associations qui accompagnent les personnes en difficulté.

« Le Collectif ALERTE refuse les économies qui appauvrissent les plus pauvres et fragilisent celles et ceux qui les accompagnent. La lutte contre la pauvreté ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire. Face à cette logique, le Collectif ALERTE portera dans la campagne présidentielle cinq promesses républicaines pour garantir à chacun des protections essentielles et remettre la solidarité au cœur de notre pacte social. »

Olivier Noblecourt, président du Collectif ALERTE

Présidentielle 2027 : cinq promesses pour une République qui protège

Au-delà de l'urgence budgétaire, ALERTE entend remettre la lutte contre la pauvreté au cœur du débat présidentiel. Le Collectif a défini cinq engagements, dont les mesures précises seront approfondies avec ses membres :

- **Un bouclier social** garantissant à chacun des ressources suffisantes pour vivre dignement ;
- **Un droit effectif à un travail** permettant de sortir durablement de la pauvreté ;
- **Un accompagnement humain de proximité**, pour faire reculer le non-recours et l'isolement ;
- **Des garanties concrètes pour que chaque enfant puisse grandir** sans subir les privations liées à la pauvreté ;
- **Des conditions de vie protectrices face au changement climatique**, notamment par l'accès à un logement digne et aux soins.

Ces promesses devront être assorties d'objectifs mesurables, de moyens et d'un calendrier. ALERTE demandera aux candidates et candidats de s'engager publiquement sur une trajectoire vérifiable de réduction de la pauvreté.

À la veille du 17 octobre, le Collectif appelle à une mobilisation durable : protéger immédiatement les plus modestes dans les choix budgétaires et faire de la lutte contre la pauvreté une priorité politique de la prochaine mandature.

À propos du Collectif ALERTE

Créé en 1994, le Collectif ALERTE réunit 37 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, ainsi que des collectifs interassociatifs locaux.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – cpenot@uniopss.asso.fr